

EDITORIAL

Et maintenant ?

Vous tenez entre vos mains le premier numéro du Lien depuis celui de février dernier. Bien entendu la crise sans précédent que nous venons de vivre depuis le 15 mars dernier, et dont nous émergeons peu à peu, est la principale explication de cette absence momentanée de notre petit bulletin...de liaison, qui porte bien son nom, car c'est effectivement le lien entre tous nos adhérentes et adhérents retraités, et nous avons toujours tenu à le faire paraître à intervalles plus ou moins réguliers, afin que ce lien ne se distende point, surtout pour celles et ceux qui ne possèdent pas les moyens de communication informatisés. Jamais depuis la création de notre liaison nous n'avons failli à cette périodicité de parution, mais les circonstances exceptionnelles ont été les plus fortes. Avec le confinement, la fédération fermée, les transports et la Poste au ralenti, il nous était évidemment impossible de sortir et d'expédier notre « canard ».

Certes l'information en cette période trouble n'a pas manqué, avec pas moins de 25 notes « confinement et solidarité » pendant le confinement, suivies à ce jour de 9 intitulées « déconfinement et solidarité ». Mais cette diffusion n'a pu se faire qu'avec les moyens du bord, à savoir Internet, qui est resté avec le téléphone le seul moyen de communication entre nous. Bien entendu nos pensées sont allées à toutes celles et ceux privés de cet outil informatique, dont nous avons souvent décrié l'emprise excessive et les dangers d'aliénation, mais force est de constater qu'il nous a bien été utile alors que tant d'outils physiques nécessitant contacts et déplacements

se sont arrêtés.

C'est pourquoi, une fois la situation redevenue, non pas normale, mais plus facile, nous nous empressons de nous adresser enfin à l'ensemble de celles et ceux qui nous font confiance par leur adhésion en tant que retraités au syndicalisme de luttes et de transformation sociale qu'incarne SUD-Rail pour faire un petit bilan de notre activité pendant la crise sanitaire, et proposer quelques pistes de réflexion sur un avenir qui s'annonce mouvementé, mais qui sera ce que notre volonté et notre détermination en fera.

Durant plus de deux mois, nous n'avons eu de cesse de dénoncer les turpitudes et manquements graves de ce gouvernement et de ceux qui l'ont précédé, qui, par leurs choix poli-

SUD-Rail et Solidaires ont été force de proposition pour saisir l'opportunité de rebondir sur d'autres bases, et c'est le sens des 34 propositions qui ont été émises avec plus d'une vingtaine d'organisations sociales, écologiques et syndicales.

tiques et économiques uniquement guidés par la baisse des coûts, ont aggravé une crise d'ampleur planétaire dont leurs choix mondiaux en matière économique et écologique ont permis l'éclosion. SUD-Rail et Solidaires ont été force de proposition pour saisir l'opportunité de rebondir sur d'autres bases, et c'est le sens des 34 propositions qui ont été émises avec plus d'une vingtaine d'organisations sociales, écologiques et syndicales. Dans le même temps, nos équipes régionales ont pris des

nouvelles de nos adhérents isolés, notamment ceux privés d'internet, afin que le contact, aussi ténu fût-il, ne soit jamais rompu.

Notre crainte reste aujourd'hui que ce tournant décisif vers une meilleure société, une civilisation plus humaine respectueuse de la planète et des hommes, ne soit empêché par la volonté des puissants que tout recommence comme avant. C'est pourquoi dès les premiers frémissements de la contestation retrouvée, nous avons été présents dans les manifestations, que ce soit contre la répression policière et le racisme, ou contre l'acharnement de la SNCF à éliminer par conseils de discipline scandaleux les contestataires des politiques néfastes, ou encore en soutenant les personnels hospitaliers dans leurs actions contre la reprise sans état d'âme des restructurations. Leur combat légitime est également le nôtre, comme il doit être celui de tous les citoyens attachés à la justice sociale.

Dans le même temps le contact physique, les échanges dans la convivialité nous ont beaucoup manqué. Déjà nous avons dû annuler à notre grand regret le traditionnel repas de la fin d'année dernière, suite aux gigantesques mouvements sociaux dus à une réforme inique des retraites, luttes qui ont paralysé la SNCF et la RATP pendant plus de deux mois, et dans lesquelles nous avons pris toute notre part.

Nous comptons renouer les liens avec les militants à l'occasion de la session décentralisée prévue ce printemps-ci à Roquebrun. Et patatras ! Le Covid-19 a tout balayé. Nous

avions alors envisagé un report à la fin septembre prochain, mais les circonstances actuelles nous ôtent toute visibilité. Qu'en sera-t-il de la situa-

tion, tout dépendra de l'évolution de la pandémie, dont nous espérons tous l'éradication complète le plus tôt

possible, mais personne ne peut sérieusement se prononcer sur cette échéance pour tant proche. Et cependant l'organisation d'un séjour de quatre nuitées pour une bonne cinquantaine de personnes nécessite un long travail de préparation en amont, qu'il est difficile d'initier dans un paysage aussi incertain.

démunis, par des baisses de salaires ou de pensions, ou par le biais détourné de hausses des prélèvements sociaux. Pour contrer ces attaques c'est bien à une riposte d'ampleur que nous appelons le plus tôt possible, et dans ce cas notre place serait évidemment aux côtés des travailleurs en lutte et dans les manifestations de citoyens et de retraités. Bien entendu en tant que syndicalistes nous souhaitons ardemment que les conditions d'un soulèvement social en vue d'un monde meilleur surviennent, et baisser les bras après les événements que nous venons de vivre serait bien plus qu'une occasion manquée. Cela induirait une catastrophe politique et économique qui se traduirait rapidement par la survenance de crises encore plus profondes que celle que nous venons de subir.

En résumé, après avoir pesé le pour et le contre, et après des discussions approfondies, le bureau a pris la décision de reporter la session au printemps prochain, en espérant de meilleures conditions tant sociales que sanitaires pour pouvoir organiser sereinement une session de qualité.

D'ici là nous ne perdons pas de vue d'autres échéances, comme notre traditionnel repas de fin d'année. De votre côté, n'hésitez pas vous aussi à nous faire part de vos réflexions, de vos attentes et de vos interrogations, car, ne l'oublions pas, toute notre démarche et notre action reste marquée au sceau de la démocratie et du consensus. A bientôt quoi qu'il en soit !

Capitalisme



tion sanitaire dans notre pays dans trois mois? Les gestes barrière, les masques et la distanciation seront-ils toujours d'actualité? Nos anciens, qui, il faut le dire sans ambages, constituent de fait une population à risque, voudront-ils franchir le pas? Nous avons une exigence morale de sécurité collective dans l'organisation d'un tel événement, et cela nous questionne forcément. Bien entendu

De plus, nos inquiétudes quant à la situation sociale et politique dans un avenir proche vont en grandissant chaque jour. La volonté de plus en plus affichée de nos gouvernants de reprendre leur travail de destruction sociale comme s'il ne s'était rien passé nous font craindre le pire pour les licenciements, les remises en cause du droit du travail et des acquis sociaux, sans parler de la détermination de faire payer la facture aux plus

Et le coronavirus déferla sur le monde.

Maintenant que le gros de la crise sanitaire semble derrière nous, revenir quelques mois en arrière nous permet de voir ce qui a péché dans le fonctionnement du pays et a entraîné bien plus de morts que ce qui aurait dû être. Apparu en Chine en novembre 2019, le virus a provoqué l'épidémie à Wuhan et dans sa province. Puis à cause des transports mondialisés, s'est diffusé progressivement sur la terre entière. En France, deux foyers d'infection dans l'Oise et à Mulhouse, ont entraîné une propagation, essentiellement dans une grande moitié nord-est, Ile-de-France incluse, le reste du pays étant moins touché.

Notre système de santé à l'abandon.

Cette crise a révélé l'état lamentable de notre système de santé, détruit par plusieurs décennies de gestion capitaliste. Les gouvernements successifs depuis 30 ans, n'ont eu comme horizon soit de donner au privé soit de faire rentrer les hôpitaux dans une obligation de rentabilité au même titre qu'une entreprise capitaliste. Par la T2A, tout acte médical, doit se traduire par un bénéfice pour l'hôpital. Le choix du mode de soins est soumis à cette contrainte. A la Direction, ce sont les managers qui ont remplacé les

équipes soignantes. Résultat : le personnel est réduit drastiquement, au point que les « Urgences » seront en grève depuis un an, 1200 directeurs d'Unités se mettront en grève administrative et cerise sur le gâteau, les lits jugés inutiles par ces gestionnaires seront supprimés. Et comme dans toute entreprise, les stocks, capital ne rapportant pas, les masques par exemple mais aussi les blouses les respirateurs etc., représentent un coût et sont supprimés. Les 20 000 lits de Réa, les milliers de respirateurs, les millions de masques qui manqueront sont dus à cette politique. Celle-ci n'a pas été démentie pendant la crise puisque le Directeur de l'ARS Grand-est a dû être viré pour n'avoir pas compris que pendant la pandémie, il était urgent d'attendre. Mais pour bien signifier que l'on préparait l'avenir sur le même modèle, la Caisse des Dépôts et Consignations qui gère les participations de l'Etat, lançait un audit pour faire rentrer les « Complémentaires Santé » dans la gestion des Hôpitaux.

Des incapables aux commandes.

On se demande si la crise aurait pu être plus mal gérée quand on a vu la porte-parole du Gouvernement dire à la population : « Les masques sont inutiles, les gens ne sauraient pas s'en servir, d'ailleurs, moi-même, j'ai du mal à le mettre ». Et ceci au moment où les ministres concernés se lançaient à la recherche de pays qui pourraient leur en vendre ou d'usines qui pouvait en produire. Chacun de nous garde en mémoire des épisodes épiques de cette gestion catastrophique par Macron et son Gouvernement qui les disqualifie à tout jamais.

Et voilà le confinement !

A l'image des pays touchés précédemment, le Gouvernement décide le confinement le 13 mars pour les bars, cinémas, salles de spectacle, bibliothèques, etc., fait tenir les Municipales le 15, et Macron annonce le 16 au soir la fermeture des écoles, et entreprises pour le 17 à midi. A

partir de ce jour, le pays est partagé en 2 catégories de personnes. Ceux qui doivent appliquer le « Restez chez vous » impératif, et les autres qui sont devenus indispensables à la vie de tous les autres : soignants bien sûr, personnels d'entretien, chauffeurs, livreurs, caissières, éboueurs et personnel des entreprises de transport dont les cheminots. Tous ces travailleurs totalement ignorés le reste du temps et qui sont si mal reconnus par la Société qu'ils sont les plus mal payés. C'est le paradoxe : ces personnes sont absolument nécessaires à notre fonctionnement social, mais c'est à la position sociale la plus basse qu'on les maintient. La crise va-t-elle les faire évoluer vers le haut ? Il ne semble pas que cela en prenne le chemin.

Suivant la catégorie à laquelle vous appartenez, le confinement est plus ou moins supportable. Pour les gens aisés, vivre à 3 dans un appartement de 200 M² avec terrasse à Paris ou dans la banlieue huppée, ou alors dans sa maison de campagne, c'est supportable. Quant aux plus modestes se retrouver à 5, un couple et 3 enfants dans un appartement exigu c'est vraiment autre chose. Comment faire pour imposer à des enfants cet enfermement difficilement admissible et incompréhensible pour eux ? C'est pourtant ce qu'ont subi des familles de millions de travailleurs et des retraités. Cette situation inédite et stressante de se côtoyer 24h sur 24 a favorisé les violences sur les femmes de la part de leur conjoint barricadés ensemble dans le milieu clos de l'appartement. C'est ce qui a été signalé par les rapports de police au bout de quelques semaines. Cette vie en société sans voisinage augmente ce risque, en particulier chez les gens dont le passe-temps habituel est davantage la télé et internet que la lecture et la réflexion.

Et comment peut-on venir reprocher, comme les médias l'ont fait, à des ados qui vivent dans ces appartements trop petits, de se retrouver entre copains au pied des immeubles. C'est toute leur vie cette sociabilité et il faut bien être un journaliste borné et privilégié pour stigmatiser ces jeunes que la police a matraqué d'amendes à 135 €. Et ces gens qu'on a pistés sur des plages désertes avec des hélicoptères ou des drones. On voit là aussi la différence de traitement avec les riches puisque Roux de Bésieux le patron du MEDEF pouvait lui, naviguer quotidiennement entre son bureau parisien et une de ses résidences secondaires sans risquer une amende ni un reproche de son ami Macron.



« L'économie doit repartir » a dit le MEDEF.

Malgré l'avis contraire des autorités sanitaires, Macron cède à la pression du patronat. C'est sous cette pression qu'est autorisée, bien avant le déconfinement, la remise en route des usines notamment dans l'automobile. Y avait-il un besoin urgent de voitures pour faire prendre au personnel le risque de prendre les transports en commun, de les mettre sur des chaînes de production sans que les distanciations physiques soient respectées comme le tribunal l'a montré à Renault Sandouville pour faire arrêter l'usine ? Que nenni ! Les parkings des usines sont pleins et il serait plus judicieux d'écluser ces stocks avant d'en produire de nouvelles.

Mais les patrons, dont Renault, vont utiliser leur poids économique et les pertes à venir pour obtenir des aides gouvernementales. Quelques Milliards, c'est déjà ça. Puis, ce sera au tour d'Air France de pleurer misère et d'obtenir aides et subventions. Et qui s'apprête à licencier par milliers. Ceci au mépris de mesures écologiques nécessaires, sujet que nous abordons plus loin.



Dés que l'on a commencé à parler de déconfinement, les « pleureuses » ont squatté les médias pour venir réclamer leur réouverture. Les coiffeurs d'abord, puis les patrons de bars, les grands restaurateurs, les salles de spectacle, cinémas. Seul « Le Puy du Fou », chouchou de Macron n'a pas eu à réclamer, on lui a offert ce privilège avant que tous les autres puissent envisager d'ouvrir.

450 Milliards pour les entreprises, des clopinettes pour les pauvres.

C'est guichet ouvert pour les patrons. Les petits milliards que l'on n'avait pas pour les pensions des retraités, pour les Services Publics, et surtout pour les services de santé :

Hôpitaux, personnels soignants, matériel de base pour le fonctionnement, voici que l'argent tombe du ciel pour les « entrepreneurs ». On tire des chèques à tout va, car il faut que l'économie reparte. Oui, les entreprises ont besoin d'argent et pourquoi ne pas exiger que les actionnaires contribuent. Ils continuent de toucher leurs dividendes en plus de ce qu'ils ont déjà touché par le passé. Et puis le remboursement de ces crédits, nous savons bien à qui l'on va présenter la facture : certainement pas aux riches qui s'offusquent lorsqu'on émet l'idée qu'il faudrait rétablir l'ISF. C'est aux plus nombreux que l'on va s'adresser : les salariés, les chômeurs, les retraités. Encore une raison de se mettre en colère.

Pourtant, nous l'avons appris : des milliers de personnes ici, en France, n'avaient plus de quoi se nourrir pendant le confinement. Il a fallu le travail de centaines de bénévoles bien souvent des retraités, dans des associations, pour fournir des repas à des familles dont les revenus totalement arrêtés parce qu'ils sont en dehors des circuits normaux, et que leurs salaires proviennent de travail au noir car c'est tout ce qu'on leur propose. Les sous-traitants des sous traitants choisissent ces ouvriers plus corvéables. C'est ce qu'on a vu sur le chantier de l'immeuble du groupe du journal « Le Monde » près de la gare d'Austerlitz qui se sont mis en grève pour obtenir de toucher leur salaire en février 2020.

Oui des enfants et des parents souffrent de la faim ici en région parisienne comme ailleurs et vivent dans des logements insalubres. Les logements qu'on construit sont pour les riches. Face aux 450 Milliards offerts aux entreprises, le gouvernement a débloqué 39 millions d'€ pour les associations. Une misère qui les juge. Notons que parmi les entreprises qui usent de la sous-traitance se trouve en bonne place la SNCF qui s'en sert pour de multiples travaux auparavant exécutés par des cheminots.

Le capitalisme, un mode de production prédateur de la planète.

Le besoin de produire moins cher pousse les industriels à trouver des salariés qui leur feront économiser quelques centimes, même à l'autre bout de la planète, le transport ne coûtant pratiquement rien.

Nike a des sous-traitants dans 40 pays et 11 pays pour lui fournir les matières premières sur tous les continents. Les graisses alimentaires autrefois produites localement viennent du bout du monde. Les besoins en huile de palme privilégiée par les indus-



triels ont entraîné la déforestation sur toute la zone tropicale du sud-est asiatique. Les animaux sauvages qui y vivaient ont dû fuir et se sont retrouvés près des animaux des villes qu'ils ont contaminés avec des virus endogènes. C'est ce qui s'est passé avec tous les virus que nous connaissons depuis le début des années 2000.

Le réchauffement de notre terre dû à la production de gaz à effet de serre génère la fonte des glaces des pôles et des glaciers et la montée des eaux des océans. Le dégel du permafrost en Sibérie entraîne déjà des catastrophes et aura des conséquences que l'on a du mal à imaginer. Pour ceux qui nous dirigent et leurs donneurs d'ordre, les ennuis seront pour plus tard, alors continuons comme avant ! Si nous ne voulons pas laisser une planète invivable à nos descendants il est urgent de changer le mode de production tout de suite. Une vingtaine d'associations et de syndicats dont Solidaires se sont réunies et proposent 34 actions pour s'y mettre maintenant. Participons à leurs actions !

Le confinement nous a permis d'imaginer ce que pourrait être un monde plus propre surtout en ville. Presque plus de bruit, moins de pollution, on entend enfin le chant des oiseaux. Et si nous nous battions aussi pour ce monde-là ?

Le Monde d'après : Il sera ce que nous en ferons !!!

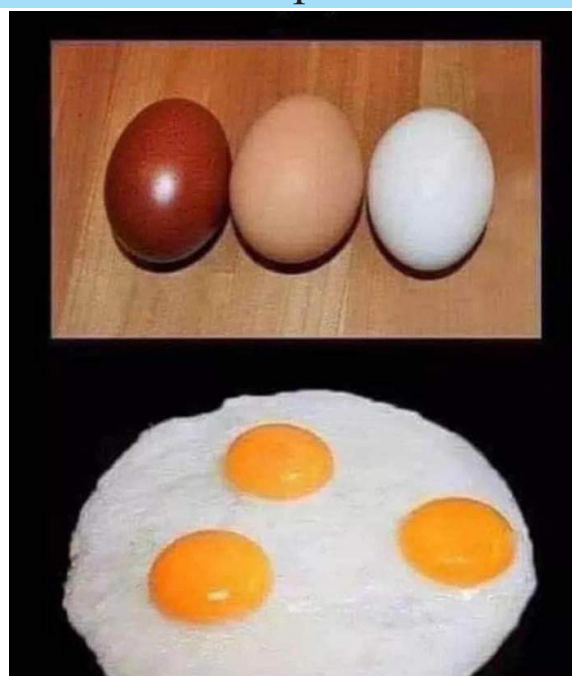
La crise sanitaire a entraîné une chute de la production, indice sur lequel est basée toute l'économie capitaliste, car c'est là que se trouve son moteur : le profit. D'ores et déjà, il est prévu 900 000 chômeurs

en plus dans l'année. Le déficit de la Sécu sera de 54 Mrds d'€, celui de l'UNEDIC de 25 Mrds. Les hôpitaux sont exsangues après la pandémie. Les milliards alloués aux entreprises ne viendront pas au secours de ces besoins. Le gouvernement va chercher des économies et ce seront les couches populaires qui vont trinquer. Déjà la réforme des retraites revient sur la table, de même que la réforme du chômage. Et l'argent pour les hôpitaux n'arrive toujours pas au « Ségur de la Santé » où SUD-Santé a claqué la porte tellement il s'agit d'une mascarade pour amuser la galerie.

Préparons la riposte

Par sa gestion désastreuse de la crise, le gouvernement est affaibli. Mais n'ayant pas d'opposition politique constructive et unie, il ne craint pas ce monde-là. C'est le mouvement social qui, seul, peut faire bouger les lignes. Le succès des manifestations des soignants et de leurs soutiens, avec de nombreux cheminots, actifs et retraités de SUD-Rail, le 16 juin est un bon présage pour l'avenir si nous le camp des travailleurs, nous ne relâchons pas la pression. Il appartient maintenant aux organisations syndicales, aux organisations de chômeurs, aux associations d'établir un plan de lutte pour que ce ne soient pas les classes populaires qui paient la crise. Les retraités et notamment les retraités cheminots doivent se préparer à participer à cette lutte conjointement avec les actifs. Nous devons aussi être dans toutes les manifestations des défenseurs de la planète et des écologistes pour garantir un avenir aux générations futures.

Le racisme pour les nuls



Burkina Faso : dans l'Est du pays, assassinats, pillages et précarité extrême.

La situation humanitaire dans l'est du Burkina Faso se détériore rapidement : au cours des deux derniers mois, une nouvelle vague d'attaques a forcé des milliers de familles à fuir leurs villages.

Dans les villages de l'est du Burkina Faso, au milieu des conflits, de la pauvreté et des épidémies récurrentes, des dizaines de milliers de personnes ont un accès limité à tout, et notamment aux soins de santé. Ils vivent dans la peur des attaques violentes, des maladies endémiques et du manque de

pays.

Besoins humanitaires

Au cours des deux derniers mois, une nouvelle vague d'attaques contre des villages reculés de l'est du Burkina Faso a déraciné des milliers de familles qui ont fui vers les villes de Fada-Gourma et Gayéri à 80 km. Le manque d'abris adaptés est inquiétant, les familles déplacées vivent parfois dans des tentes en paille ou faites de bâches en plastique. Plus alarmant en-

s'installer dans des zones urbaines plus sûres. Dans cet environnement instable, les transferts d'urgence des communautés rurales vers des établissements spécialisés peuvent être particulièrement difficiles, d'autant que des ambulances ont été attaquées dans la région. La peur est omniprésente. Certaines personnes hésitent à se faire soigner par crainte de se voir associées à l'une des parties en conflit et d'être prises pour cibles.

L'impact du coronavirus

Le Burkina Faso a signalé plus de 800 cas de Covid-19 depuis que l'épidémie a été confirmée dans le pays en mars. Bien que la région de l'Est ait jusqu'à présent été épargnée, le risque demeure et, malheureusement, la pandémie a un impact important (transport, couvre-feu). Le coronavirus, associé à la violence, complique également les campagnes de vaccination. Par exemple, l'équipe de Médecins Sans Frontières qui devait vacciner les enfants de moins de 15 ans pour répondre à une récente épidémie de rougeole dans le district de Pama, 120 km au-dessus de Fada-Gourma aux frontières du Togo et du Bénin, a dû remanier l'organisation habituelle de ce type de campagne : d'une part la zone avait des antécédents d'incidents contre les agents de santé et les ambulances, d'autre part les rassemblements de masse n'étaient plus possibles en raison de la Covid-19.

Au lieu de travailler dans des endroits fixes tels que les centres de santé, les équipes ont dû faire du porte-à-porte pour vacciner les enfants. Malgré ces obstacles, 40 000 enfants ont été vaccinés et 15 000 enfants de moins de 5 ans ont été détectés malnutris. Dans l'Est du Burkina Faso, la Covid-19 n'est pas nécessairement la principale préoccupation de la population : pour des milliers de déplacés et de



Vue d'un village près de Fada, dans l'est du Burkina Faso. L'accès à l'eau est problématique dans la région.

nourriture et d'eau. Les assassinats, les enlèvements et les pillages sont désormais monnaie courante dans cette région parmi les plus touchées par le conflit armé entre les forces de sécurité nationales et différents groupes armés, avec des déplacements massifs de la population civile.

Or, dans les mois qui viennent la situation risque de s'aggraver : la saison des pluies et la période de soudure, qui commencent en juin, provoquent généralement un pic de malnutrition sévère et de paludisme, l'une des principales causes de mortalité dans le

core de nombreuses personnes, y compris les communautés d'accueil, n'ont pas accès à suffisamment d'eau. Après quatre ans de violence, le système de santé de l'est du Burkina Faso est très fragile. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, plus de 30 structures médicales de la région sont fermées ou à peine fonctionnelles. Il existe non seulement une pénurie de médicaments et de matériel, souvent due aux pillages ou à l'insécurité, mais aussi de personnel médical. La violence extrême a contraint de nombreux médecins et membres du personnel infirmier à



L'accès à l'eau potable est une des principales préoccupations des déplacés et des communautés hôtes de la région de Fada.

communautés locales, survivre est déjà difficile. Pendant le confinement instauré par le gouvernement Burkinabè au mois de Mars, un marché du

village de Kouaré a été attaqué par des terroristes faisant 5 victimes au sein de la population et plusieurs blessés. Les volontaires assurant la sécurité du vil-

lage en lieu et place des forces de sécurité incapables, par manque d'effectifs et de moyens, de couvrir tous ces villages reculés, ont tué 4 assaillants. Quelques jours plus tard, une deuxième attaque a été repoussée !

A Kouaré, l'efficacité du chef du village et de cette milice qui pourrait dériver, permet encore de garder une cohésion interethnique, mais jusqu'à quand ?

Pour notre part, nous continuons à rassembler des fonds qui permettront de développer cette zone en leur donnant l'accès à l'eau, essentielle pour la vie des populations.

Décès de Maurice Rajsfus

Rescapé de la Shoah et inlassable vigie des violences policières, Maurice Rajsfus est mort samedi 13 juin à l'âge de 92 ans. Ce journaliste, historien et militant a consacré sa vie à dénoncer la répression sous toutes ses formes. Témoin de la violence des forces de l'ordre le 17 octobre 1961 contre les Algériens manifestant à Paris, le 8 février 1962 au métro Charonne, et pen-



dant Mai 68, il commence à traquer les dérapages de la police. Il devient « historien de la répression », dresse des fiches jusqu'à en rassembler des milliers.

En 1994, il fonde l'Observatoire des libertés publiques

en compagnie de quelques auteurs engagés comme l'écrivain Didier Daeninckx. Il fut aussi un des initiateurs du réseau Ras l'Front (contre le Front national), dont il sera président pendant quelques années.

Hommage à ce militant grand défenseur des libertés publiques aujourd'hui menacées.

Elle et il, nous ont quittés.



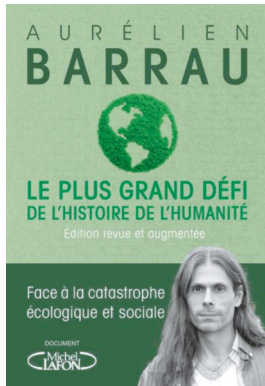
Solange Lévêque militante à la CFDT puis à SUD-Rail, rattachée au syndicat de Paris Sud-est s'en est allée le 14 avril à l'âge de 87 ans.

Denis Bel, militant de longue date, rattaché au syndicat SUD-Rail de Montpellier est décédé des suites d'une longue maladie le 13 mai à l'âge de 71 ans.

La période de confinement a imposé des funérailles restreintes. Mais nos pensées les ont accompagnés et leur souvenir reste en nos mémoires. Toutes nos condoléances aux familles et compagnons de lutte.



La page Culture



Le plus grand défi de l'histoire de l'Humanité. A. Barrau. Ed. Michel Lafont 9€. Dans la première édition de ce livre, Aurélien Barrau disait : " La vie, sur Terre, est en train de mourir. L'ampleur du désastre est à la démesure de notre responsabilité. L'ignorer serait aussi insensé que suicidaire. Plus qu'une transition, je pense qu'il faut une révolution. Et c'est presque une bonne nouvelle. " Dans cette nouvelle édition, il complète et affine son propos en analysant la nature des oppositions à la pensée écologique et en suggérant de nouvelles voies de résistance pour dépasser l'immobilisme suicidaire.

Rapport sur les riches en France. Observatoire des Inégalités. 10 € Ce Rapport a un seul objectif : décrire la situation des couches aisées de notre pays dont on connaît peu de choses, « Pour vivre heureux, vivons cachés ». Il faut bien dire que les riches ont avantage à ce qu'un brouillard soit maintenu pour éclipser leurs privilèges. Ils ont beaucoup plus de poids dans la diffusion des données et le débat public que les plus pauvres. L'objet « riche » est difficile à saisir. Qui sont les riches ? Bien malin qui peut y répondre. L'Observatoire des inégalités est le seul organisme en France à publier chaque année un seuil de richesse, un rapport détaillé qui esquisse un portrait des riches en France, leurs conditions de vie, leurs revenus.



"Dernière sommation", David Dufresne Ed. Grasset. 18 €

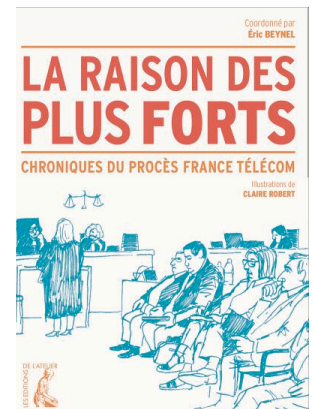
Dans ce roman très politique sur les violences policières David Dufresne attire l'attention sur les violences policières durant la révolte des gilets jaunes.

C'est tout un monde qui traverse Dernière sommation comme un tableau vivant : garde du corps incontrôlable, street medic courageuse, président assiégé, policiers en roue libre, éditorialistes compromis, entre mensonges et raison d'État. Un roman tiré de cette expérience qui questionne les dérives autoritaires du maintien de l'ordre en France.



La raison des plus forts Ed. de l'Atelier. 21,90 €

Le 6 mai 2019 s'est ouvert le procès de Didier Lombard, Louis-Pierre Wenès, Olivier Barberot ex Cadres dirigeants de France Télécom, pour des faits de harcèlement moral ayant conduit à de multiples suicides entre 2007 et 2010. Sud-Solidaires, et son porte-parole, Éric Beynel à l'origine de la plainte contre la direction de l'entreprise en 2009 ont convié chaque jour une personnalité à écrire un « rapport d'étonnement » qui a été mis en ligne quotidiennement par le syndicat, en collaboration avec le journal en ligne Basta. Au centre des débats, des hommes, des femmes immolés, défenestrés sur leurs lieux de travail, pendus à leur domicile... Les dirigeants de France Télécom paraissant patauger dans leurs explications, et leurs contradictions...



Rédaction

Daniel Boule
Gérard Boscher
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
Michel Valadier
Alain Vialette
Enrico Vidixneuf

Fédération Sud-Rail
sud.rail.federation@gmail.com / www.sudrail.fr
Liaison Nationale des Retraité-e-s
17 bd de la Libération 93200 Saint Denis Tél 01 42 43 99 77
www.retraite-sudrail.org
liaisonretraites@retraite-sudrail.org

Liaison Nationale des
Retraité-e-s SUD-Rail



Solidarité
Avec les enfants du
Burkina Faso